

SERVICE JURIDIQUE

Protection juridique des majeurs : nouvelles dispositions

La réforme de la protection juridique des majeurs¹, attendue depuis de nombreuses années, replace la personne vulnérable au cœur du système de protection sociale et vise à lutter contre les abus tutélaires. Le point sur un texte complexe.



Le dispositif actuel de protection juridique des majeurs vulnérables n'est plus adapté. Le vieillissement de la population a provoqué une hausse importante des mesures de protection et notamment des mises sous tutelle. La nouvelle loi a pour objectif de réaffirmer les principes de nécessité et de subsidiarité de la protection juridique et de renforcer les droits de la personne protégée et plus seulement ses intérêts patrimoniaux. Ces objectifs touchent de près le médecin traitant, tant en ce qui concerne les avis médicaux qu'il est amené à donner dans le cadre de la procédure d'ouverture des mesures de protection que de la question de l'information et du consentement aux soins des majeurs protégés.

LES AVIS MEDICAUX NECESSITES POUR L'OUVERTURE DES MESURES DE PROTECTION

Les avis médicaux prévus par la loi pour l'ouverture d'une mesure de protection constituent une dérogation au secret professionnel. Le médecin ne peut être poursuivi pour avoir fourni un certificat dans le cadre d'une procédure de protection juridique. L'art. 490-1 du Code civil en vigueur jusqu'en 2009 pose la règle que les décisions par lesquelles le juge des tutelles organise la protection des intérêts civils sont précédées de l'avis du médecin traitant.

L'art. 425 modifié par la loi du 5 mai 2007 dispose désormais que l'altération des facultés mentales ou corporelles doit être médicalement constatée. L'avis du médecin traitant n'est requis que si le médecin inscrit le sollicite (art. 431-1).

La demande d'ouverture d'une mesure de protection judiciaire doit être accompagnée, sous peine d'irrecevabilité, d'un certificat médical circonstancié rédigé par un médecin choisi sur une liste établie par le procureur de la République (article 431). Ce certificat doit constater l'altération des facultés personnelles du majeur et décrire les conséquences de celle-ci sur la vie civile de l'intéressé. Cette obligation a pour objectif de s'assurer du sérieux des requêtes déposées et d'éviter d'ouvrir à la légère une procédure en incapacité.

Avec la nouvelle loi, seule l'altération des facultés mentales ou corporelles est susceptible de provoquer une mesure de protec-

tion. De même, la tutelle aux prestations sociales est supprimée (elle concerne les personnes en difficulté, incapables de gérer leurs ressources, mais ne présentant pas d'altération de leurs facultés mentales). Un dispositif d'accompagnement social, veillant notamment au paiement du loyer, la remplace. Le rôle des praticiens varie en fonction du type de mesure envisagée.

LA SAUVEGARDE DE JUSTICE

Le médecin traitant conserve la possibilité d'initier la mise sous sauvegarde. Le Code de la santé publique (Article L3211-6) précise que tout médecin, s'il constate que la personne à laquelle il donne ses soins a - pour l'une des causes prévues à l'article 490 du code civil - besoin d'être protégée dans les actes de la vie civile, peut en faire la déclaration au Procureur de la République. Cette disposition du Code de la santé publique est reprise par la loi du 5 mars 2007. Il s'agit d'une déclaration datée et signée par le médecin que son patient présente des altérations physiques et/ou psychiques qui nécessitent qu'il soit protégé par une mesure de sauvegarde conformément aux dispositions de la loi. Cette déclaration, accompagnée de l'avis conforme d'un psychiatre, a pour effet de placer le malade sous sauvegarde de justice.

En dehors de ce cas, le juge ne peut prononcer l'ouverture d'une mesure de sauvegarde de justice que si l'altération des facultés est constatée médicalement.

La nouvelle loi systématise le droit de la personne vulnérable à être entendue ou appelée à l'audience. Dans le cadre de la sauvegarde de justice, le juge peut solliciter un avis médical pour attester que l'audition de la personne est de nature à porter préjudice à sa santé ou si elle est hors d'état d'exprimer sa volonté.

TUTELLE ET CURATELLE

La loi du 5 mars 2007 reprend l'exigence posée par la loi du 3 janvier 1968 (art 493-1), en cas d'ouverture d'une tutelle ou d'une curatelle. A savoir que c'est le médecin, inscrit sur une liste établie par le Procureur de la République, qui doit constater l'altération des facultés mentales ou corporelles. En revanche la consultation du médecin traitant pour toutes les décisions prises en cours de la tutelle n'est plus exigée.

L'avis du médecin traitant devient facultatif et est soumis à l'appréciation du médecin inscrit.

Par exemple, concernant l'opportunité de la vente ou de la location du logement de la personne protégée si l'acte a pour finalité l'accueil de l'intéressé dans un établissement, l'acte est autorisé par le juge ou par le conseil de famille sur avis préalable du médecin spécialiste inscrit qui peut solliciter l'avis du médecin traitant.

C'est encore l'avis du médecin mentionné à l'article 431 qui est requis pour apprécier si l'audition de la personne est de nature à porter atteinte à sa santé ou si elle est hors d'état d'exprimer sa volonté.

LE RECUEIL DU CONSENTEMENT DE LA PERSONNE PROTEGEE

La loi de 1968 ne retient que les aspects patrimoniaux de la protection. La nouvelle loi affirme également le principe de protection de la personne. Quelle que soit la mesure de protection, la loi pose le principe selon lequel la personne protégée prend seule les décisions relatives à sa personne dans la mesure où son état le permet (article 459). Il s'agit des décisions concernant la vie privée de la personne, son lieu d'habitation, ses relations avec ses enfants et les tiers... A défaut, la personne protégée peut être assistée ou représentée sur autorisation du juge ou du conseil de famille. Cette règle est toutefois subordonnée aux dispositions particulières prévues par le Code de la santé publique et le Code de l'action sociale et des familles prévoyant l'intervention d'un représentant légal (article 459-1) concernant le consentement requis du patient.

Le Code de la Santé publique prévoit que l'information due au patient sous tutelle doit être donnée au tuteur et au patient d'une manière adaptée à ses facultés de discernement. En outre, le majeur protégé a le droit de participer à la prise de décision le concernant (art. 1111-4), et son consentement doit être systématiquement recherché s'il est apte à exprimer sa volonté. Dans le cas où le refus d'un traitement par la personne titulaire de l'autorité parentale ou par le tuteur risque d'entraîner des conséquences graves pour la santé du majeur sous tutelle, le médecin délivre les soins indispensables.

Le Code civil modifié prévoit en outre que, sauf urgence, la personne chargée de la protection du majeur doit être autorisée par le juge ou le conseil de famille à prendre une décision ayant pour effet de porter gravement atteinte à l'intégrité corporelle de la personne protégée ou à l'intimité de sa vie privée. Le médecin traitant en charge d'un majeur protégé devra donc être vigilant :

Concernant l'acte médical, il devra à la fois respecter la représentation légale instaurée par la loi et s'assurer que le droit de la personne protégée à exprimer sa volonté est respecté.

Quant aux sollicitations dont il fera l'objet dans le cadre de la mise en œuvre d'une mesure de protection, il devra veiller à rester dans le cadre posé par la nouvelle loi afin de ne pas risquer de se voir reprocher la violation du secret médical. ■

MATRE CAROLE YOUNES,
CONSEIL DE MG FRANCE

LES 3 GRANDES MESURES DE PROTECTION REPRISES PAR LA LOI DU 5 MARS 2007

- La sauvegarde de justice, mesure la moins contraignante pour répondre à un besoin de protection du majeur. Cette mesure temporaire peut être ordonnée par le juge des tutelles, saisi d'une demande de tutelle ou de curatelle pendant la durée de l'instance. Elle ne porte pas atteinte à l'exercice de ses droits par la personne protégée, mais les actes passés par elle peuvent être rescindés (annulés) pour lésion ou réduits en cas d'excès. Néanmoins, un mandataire spécial peut être désigné par le juge pour passer certains actes d'administration courante et nécessaires à l'entretien de la personne protégée.
- La curatelle vise à protéger la personne qui a besoin d'être conseillée ou contrôlée dans les actes de la vie civile. Le curateur a l'obligation d'assister le majeur (double signature) pour les actes qui excèdent sa capacité, notamment pour les actes de disposition, et non de le représenter.
- La tutelle, une mesure de protection prononcée lorsque le majeur a besoin d'être représenté d'une manière continue dans les actes de la vie civile. Pour les actes conservatoires et d'administration, le tuteur peut agir seul. Pour les actes de disposition, il doit demander l'autorisation au conseil de famille.

(1) Le régime de « protection des majeurs incapables » instauré par la loi du 3 janvier 1968 a récemment été réformé par la loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs. Les principales dispositions de cette loi modifiant le Code civil entreront en vigueur le 1er janvier 2009.